

Stimuler la croissance économique et sociale

Stratégie de données ouvertes
pour le secteur public

Table des matières

L'ère des données ouvertes.....	1
Les données ouvertes dans le secteur public.....	2
Créer une stratégie des données ouvertes	3
Valeur économique et sociale des données.....	4
Mesures additionnelles pour maximiser la valeur des ensembles de données	6
Modèles de financement	7
Accès aux données	8
Démarrage	9
Comment Deloitte peut vous aider	11

L'ère des données ouvertes

Certains disent que les données sont le nouvel or noir¹. Cependant, contrairement au pétrole, les données ne risquent pas de s'épuiser et elles ont toujours été mises à la disposition des utilisateurs finaux sans frais. Il serait peut-être plus juste de dire que les données massives sont le nouvel atome de carbone, car elles existent en abondance et peuvent être raffinées davantage pour offrir encore plus de valeur². Comme pour l'atome de carbone, la valeur réelle des données ne provient pas seulement de leur production, mais aussi de leur manipulation et de leur analyse. En traitant ces données, les stratégies et les sociétés commerciales peuvent acquérir de nouvelles connaissances qui améliorent leurs résultats et leur procurent des avantages financiers. Les organismes du secteur public et les entreprises du secteur privé de toutes les sphères économiques qui en sont conscients investissent de plus en plus dans les processus et les technologies qui maximisent la valeur des données qu'ils recueillent et génèrent.

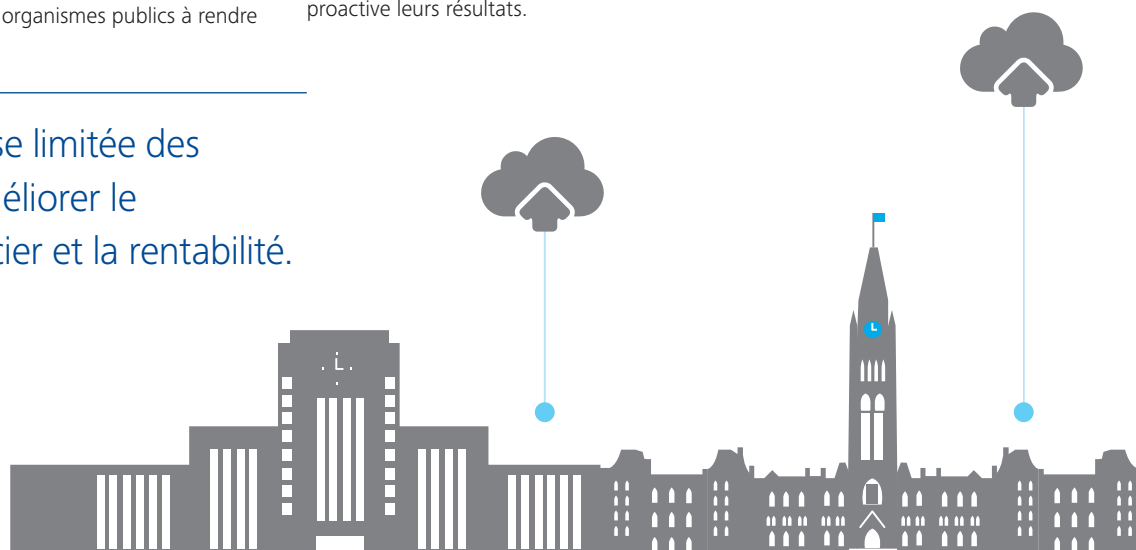
Les données ouvertes³ prennent de plus en plus d'importance. Les premières démarches consistant à générer plus de données ouvertes visaient à améliorer la transparence du gouvernement, à favoriser la responsabilisation et à améliorer la prestation des services, mais, aujourd'hui, on va encore plus loin en exploitant des possibilités dans au moins six domaines. La publication d'une plus grande quantité de données ouvertes de meilleure qualité offre les avantages suivants :

- **Responsabilisation accrue** : utiliser les données pour amener les politiciens et les organismes publics à rendre des comptes.

- **Consolidation des services publics** : utiliser les données pour comparer et différencier les services et améliorer la prise de décisions, ce qui en retour améliore aussi les services.
- **Investissement dans des valeurs sûres** : utiliser les données pour comparer des activités, améliorer l'efficacité et prendre de meilleures décisions stratégiques.
- **Engagement des citoyens et des fournisseurs de services** : les données peuvent améliorer l'engagement des citoyens et favoriser un meilleur alignement des incitatifs des fournisseurs de services.
- **Stimulation de la croissance sociale** : utiliser les données pour améliorer la qualité du discours public.
- **Promotion de l'innovation et croissance économique favorisée** : utiliser les données pour stimuler l'innovation, ce qui favorise la création d'emplois et de richesse.

Les entreprises les plus avant-gardistes sont déjà capables d'exploiter les connaissances tirées de plusieurs ensembles de données afin de mieux expliquer leur rendement passé et de prédire les tendances en matière de comportements des consommateurs; même une analyse limitée des données peut améliorer le rendement financier et la rentabilité. Le fait de passer d'une philosophie rétrospective à une approche prospective permet aux entreprises de préparer leur avenir et d'influencer de façon proactive leurs résultats.

Même une analyse limitée des données peut améliorer le rendement financier et la rentabilité.



Les données ouvertes dans le secteur public

Le secteur public se trouve aussi à l'avant-plan de ce changement. Au Canada, les gouvernements fédéral et provinciaux, les administrations municipales et les organismes du secteur public élargi commencent à élaborer et à publier des stratégies de données ouvertes qui énoncent les étapes à suivre pour intégrer les meilleures pratiques de collecte, d'utilisation et de diffusion des données publiques.

Ces pionniers, qui bénéficient du soutien d'organismes comme le Canadian Open Data Institute, constatent déjà des avantages. Par exemple :

- **Le portail des données ouvertes du gouvernement du Canada** (data.gc.ca) a été lancé en juin 2013. Il comprend déjà plus de 191 000 ensembles de données provenant de 35 ministères et agences gouvernementales.
- **Revenu Québec**, le ministère responsable de la perception de l'impôt au Québec, a démontré les avantages que l'exploitation des données peut présenter pour le résultat net du secteur public. Dans le cadre du projet des indicateurs de richesse, on a utilisé un échantillon de données gouvernementales et externes pour estimer les dépenses engagées par des citoyens afin de maintenir leur mode de vie. En comparant cette information aux déclarations de revenus, on a repéré des cas possibles d'évitement fiscal qui n'auraient pas pu être détectés autrement. De 2003 à 2011, le gouvernement a réussi à recouvrer 189 millions de dollars grâce à ce projet, ce qui représente **un gain fiscal total de 157 millions de dollars** pour le gouvernement après les dépenses.
- **La Ville de Vancouver** a conçu VanMap, une application Web qui permet aux résidents et à d'autres personnes de consulter des données sur Vancouver sous forme de cartes. VanMap regroupe les données d'un large éventail d'ensembles de données de la municipalité et d'autres sources, dont le gouvernement fédéral. Elle permet notamment de voir les limites de propriété, les données de zonage, les égouts collecteurs et les conduites principales, ainsi que d'obtenir gratuitement des renseignements sur les adresses, la criminalité et d'autres sujets.
- **La Ville de Toronto** a publié une grande quantité d'ensembles de données, et des développeurs d'applications mobiles entreprenants ont déjà créé plus de 20 applications pour les utiliser. Un de ces ensembles de données ouvertes comprend de l'information en temps réel permettant de localiser des véhicules de

transport collectif (TTC). Plusieurs développeurs ont créé des applications populaires qui aident les Torontois à planifier leurs déplacements quotidiens. L'application LocalMotion regroupe les données ouvertes sur les options de transport en commun, par exemple les services de transport collectif local et régional, les programmes de partage de bicyclettes et les services de partage de voitures.

- **Le gouvernement de la Colombie-Britannique** a créé un nouveau service, DataBC, dont le mandat est de fournir gratuitement une vaste gamme de données gouvernementales. Jusqu'ici, DataBC a publié 2 500 ensembles de données sur des thèmes comme les taux de natalité, les zones de gestion de forêts anciennes, les statistiques sur les émissions de carbone et les écoles. Cette banque de données est interrogeable et utilisable par tous. L'objectif de DataBC est d'aider les citoyens et les entreprises à prendre des décisions éclairées, à mener des recherches, à analyser des statistiques et à concevoir des applications. Tous ces efforts portent déjà leurs fruits :
 - L'application School Zone aide les parents et les élèves à repérer les intersections les plus dangereuses afin de trouver le parcours le plus sécuritaire pour se rendre à l'école. Elle a été conçue à partir d'ensembles de données sur l'emplacement des écoles fournis par le ministère de l'Éducation et de statistiques sur les collisions de l'Insurance Corporation of British Columbia dans le cadre d'un marathon de programmation d'une fin de semaine
 - HectaresBC fusionne les données du gouvernement de la Colombie-Britannique et celles d'organismes sans but lucratif à vocation environnementale pour permettre aux citoyens, qu'ils soient experts ou néophytes, de trouver, d'étudier et de comprendre les défis en matière de gestion de l'écodiversité et des terres que la province doit relever.

Toutefois, certains paliers de gouvernement au Canada et le grand public n'ont pas encore exploité tout le potentiel de ces ressources, le Canada arrivant au 10^e rang selon l'indice international sur les données ouvertes, qui évalue la disponibilité des données de chaque pays en fonction de 10 critères⁴. Pour faire face à la concurrence mondiale en matière d'investissements des entreprises et de ressources de grand talent, les organismes gouvernementaux canadiens peuvent favoriser la croissance et les investissements en tirant parti de leurs actifs de données (et en permettant aux autres d'en tirer parti).



Toutes ces initiatives ont de plus en plus la faveur des Canadiens; par exemple, Statistique Canada rapporte que l'accès aux données a doublé depuis l'élimination des restrictions relatives aux licences en février 2012, et que des réactions positives émanent de divers groupes d'utilisateurs, notamment des universitaires, des économistes, des journalistes et des analystes financiers.

Créer une stratégie de données ouvertes



Que ce soit au Canada ou ailleurs dans le monde, les gouvernements de tous les paliers ont un certain nombre de défis cruciaux à relever pour concevoir et mettre en œuvre des stratégies de gestion des données ouvertes. En nous inspirant de notre expérience en tant que conseiller et collaborateur auprès d'organismes du secteur public et d'entreprises du secteur privé dans ce domaine, nous avons dressé une liste de questions épineuses que les organismes du secteur public peuvent se poser pour structurer leurs stratégies de données ouvertes. Elles comprennent ce qui suit :

1. **Quelle est la valeur économique et sociale prévue de l'ensemble de données? Quelle est la chaîne de valeur sous-jacente? Autrement dit, comment prévoit-on que ces données seront utilisées ou réutilisées?**
2. **Quelles sont les mesures additionnelles à prendre pour s'assurer que les données procureront une valeur optimale au plus grand nombre de citoyens et d'entreprises?**
3. **Quel est le modèle d'affaires le plus approprié pour financer la collecte et la diffusion de l'ensemble de données? L'ensemble de données peut-il être offert en mode ouvert?**
4. **Comment les utilisateurs accéderont-ils à l'ensemble de données? Des problèmes de confidentialité, de sécurité ou de droits d'auteur se posent-ils?**

Les organismes qui ne prennent pas le temps de bien comprendre les questions liées à la prestation des données ou à la demande et de les résoudre adéquatement risquent de réduire la valeur qu'ils peuvent offrir et de ne pas exploiter tout le potentiel des données ouvertes.

Valeur économique et sociale des données

La valeur de tout ensemble de données du secteur public peut être décomposée en quatre éléments distincts :

- **La valeur directe des données du secteur public pour les producteurs et les fournisseurs** – les avantages obtenus par les producteurs et les fournisseurs (c.-à-d. les organismes du secteur public qui génèrent, recueillent et diffusent les données, également appelés « détenteurs des données du secteur public ») grâce à la vente de données du secteur public ou de services à valeur ajoutée connexes;
- **La valeur indirecte des données du secteur public associée à leur production et à leur prestation** – les avantages cumulés dans la chaîne d’approvisionnement par les entreprises qui interagissent avec les détenteurs des données du secteur public et leur fournissent des données, ainsi que les avantages obtenus par les entreprises chez qui des employés des détenteurs des données du secteur public et des entreprises de la chaîne d’approvisionnement dépensent leur salaire;

- **La valeur d’utilisation directe des données du secteur public pour les consommateurs de ces données** – les avantages obtenus par les entreprises, la société civile, les particuliers et le secteur public grâce à l’utilisation et à la réutilisation directe des données du secteur public à diverses fins;
- **La valeur sociétale plus large découlant de l’utilisation et de la réutilisation des données du secteur public** – les avantages que la société tire de l’exploitation de données du secteur public et auxquels elle n’aurait pas facilement eu accès autrement.

Les trois premiers types de valeur peuvent être groupés au sein de la valeur économique stricte. Ils peuvent être mesurés au moyen de méthodologies économiques standards telles que les sondages sur la volonté de payer et l’analyse des entrées et des sorties pour obtenir une valeur monétaire estimative pour chaque ensemble de données et calculer le nombre prévu d’emplois connexes qu’ils pourraient créer.

Stimuler la croissance, l’ingéniosité et l’innovation

Il existe plusieurs façons d’exploiter les données afin de générer de la valeur pour les organismes du secteur public et les entreprises du secteur privé. L’analytique des données permet de repérer des tendances significatives, de tester des hypothèses et de prédire des résultats de façon de plus en plus évoluée, surtout dans les grands ensembles de données. Il est possible d’utiliser l’une ou l’autre des techniques analytiques suivantes :

- **Exploration des données** : consiste à extraire des connaissances de grands ensembles de données afin de détecter des anomalies et des regroupements et d’établir des liens entre certaines variables, statistiques sommaires et données de profilage (dictionnaires de données);
- **Analyse de réseau** : permet de découvrir des relations nodales entre plusieurs variables au fil du temps et par secteur géographique;
- **Test d’hypothèse** : consiste à utiliser un éventail de techniques statistiques (telles que les analyses de régression, les méthodes non paramétriques, la modélisation d’arbre décisionnel, etc.) pour valider des théories et trouver des relations quantitatives entre des variables (pour passer de la corrélation à la causalité);
- **Prédiction** : consiste à utiliser une variété de techniques pour interpréter des données historiques et contemporaines afin de prédire des résultats ou des séries de résultats;
- **Optimisation** : permet d’extraire les résultats des prédictions et des tests d’hypothèse et de les intégrer aux décisions d’affaires (souvent de façon automatisée) afin d’aider les clients à atteindre leurs objectifs.

Grâce à l’analytique des données et à d’autres méthodes, les données du secteur public peuvent faciliter la création de nouveaux produits et services qui en sont directement inspirés, réduire les coûts des transactions et générer des gains d’efficience au sein même du secteur public.

Le dernier type de valeur est plus difficile à mesurer, car il porte sur des avantages plus larges que la société peut tirer de l'utilisation de données du secteur public; habituellement, ces avantages ne se mesurent pas en termes monétaires. Divers documents décrivent les différentes façons d'accroître l'incidence des données du secteur public.

- **Participation démocratique accrue** : en offrant aux citoyens et aux entreprises un accès aux données du secteur public, on leur permet d'effectuer leurs propres analyses de problèmes cruciaux, de faire des choix plus éclairés concernant les fournisseurs de services publics, et d'interagir avec les responsables des politiques pour tester leurs hypothèses et améliorer le processus d'élaboration des politiques.
- **Promotion d'une plus grande responsabilisation** : notamment par l'examen des coûts de prestation des services publics et leur comparaison avec des services comparables.
- **Plus grande cohésion sociale** : par exemple, en augmentant la quantité de renseignements sur la prestation et la distribution des services, les données du secteur public peuvent servir à réfuter les mythes concernant les bénéficiaires de certains services publics.
- **Génération d'avantages environnementaux** : par exemple, réduction de la congestion et de la pollution grâce à la publication de meilleures données sur la circulation et le transport qui aident les automobilistes à mieux planifier leurs déplacements.
- **Établissement de liens auparavant inconnus entre divers domaines stratégiques** : grâce aux données composites, il est possible de concevoir des solutions systémiques pour traiter de façon holistique la cause de problèmes stratégiques.

La valeur sociale d'un ensemble de données particulier peut être estimée au moyen de techniques personnalisées et de mesures de substitution, comme celles qui ont été utilisées pour estimer l'incidence économique des données du secteur public dans le cadre de l'examen mené par Shakespeare Review au Royaume-Uni⁵.

Naturellement, un des plus grands défis que pose l'estimation de la valeur de tout ensemble de données est la capacité à prédire comment ces données pourraient être utilisées à l'avenir, car l'utilisation d'un ensemble de données ouvertes n'est pas toujours évidente au départ. Il

se pourrait que des ensembles de données qui sont aujourd'hui considérés comme ayant peu de valeur représentent un jour une source d'avantages importants à mesure que l'on découvre de nouvelles façons de les exploiter⁶. De même, il arrive qu'un ensemble de données ayant déjà eu de la valeur ne procure plus la même quantité d'avantages s'il est dépassé par un autre produit utilisant des données différentes. Il est donc important de surveiller de près les estimations et de les réviser à la lumière des nouvelles informations. Lors de la première estimation, on peut prendre certaines mesures pour déterminer comment la valeur pourrait changer, notamment en découvrant ce qui serait différent si l'ensemble de données était lié à d'autres ensembles.

Une chaîne de valeur différente étant associée à chaque ensemble de données, il est important que les organismes du secteur public soient en mesure d'en reconnaître les principales composantes; en effet, cela leur permet de faire des analyses de rentabilité solides qui leur indiqueront la quantité de ressources à affecter à la collecte, à l'amélioration et à la diffusion de l'ensemble de données, et le modèle d'affaires à utiliser pour le financer.

Questions pour les organismes du secteur public

- Existe-t-il, pour chaque ensemble de données, une chaîne de valeur claire établissant qui génère les données, qui les diffuse, qui sont les consommateurs/utilisateurs probables et comment elles seront utilisées?
- Peut-on faire une estimation monétaire de la valeur économique et sociale de l'ensemble de données qui indiquera à la fois sa valeur actuelle et sa valeur future? Cette estimation peut servir à réaliser une analyse de rentabilité et une évaluation du modèle d'affaires le plus approprié.
- Les instances du secteur public peuvent-elles faire un remue-méninges sur les utilisations futures des données et s'inspirer d'idées de la collectivité en général pour déterminer la valeur future des données?
- Quelle quantité de données le détenteur des données du secteur public génère-t-il sous forme de données administratives générées à peu de frais dans le cadre de ses activités quotidiennes?
- Quelle quantité de données est recueillie dans le cadre des activités du secteur public?
- Quels ensembles de données ne sont pas diffusés, et pourquoi?

Mesures additionnelles pour maximiser la valeur des ensembles de données

Même si, dans bien des cas, les utilisateurs peuvent commencer immédiatement à extraire de la valeur d'ensembles de données, il arrive que le détenteur des données du secteur public ou une autre instance ait des améliorations à apporter avant que les données n'atteignent leur plein potentiel. De même, le secteur public peut lancer des initiatives stratégiques plus vastes pour s'assurer que le plus grand nombre possible de personnes détiennent les compétences nécessaires pour exploiter la valeur de ses ensembles de données.

Le détenteur des données du secteur public peut notamment prendre les mesures additionnelles qui suivent :

- S'assurer que les ensembles de données sont entièrement conformes à la Licence du gouvernement ouvert (ou l'équivalent) concernant les conditions d'utilisation et qu'ils ne contiennent aucune autre restriction d'utilisation autre que, au plus, la nécessité d'attribuer les données à leur détenteur initial.
- S'assurer que les ensembles de données sont conformes aux normes sur les données ouvertes relatives à la lisibilité par machine et peuvent être utilisés avec le plus grand nombre de logiciels possible (y compris des logiciels ouverts).
- Créer des fichiers de métadonnées expliquant les ensembles de données et y inclure le nom et les coordonnées d'employés du détenteur des données du secteur public qui peuvent répondre aux questions.
- Indiquer clairement quels ensembles de données seront recueillis et publiés de façon continue, et quels autres sont des ensembles uniques de nature purement expérimentale.
- Dans la mesure du possible, hisser les ensembles de données au niveau « cinq étoiles » des données ouvertes selon le barème établi par sir Tim Berners-Lee⁷, notamment en reliant les ensembles de données les uns aux autres afin de fournir plus de contexte.
- Rendre les données disponibles en format « brut » pour les utilisateurs experts et en format « tableau de bord » pour les utilisateurs occasionnels, ou par souci de transparence.
- Concevoir des stratégies de compétences garantissant que les utilisateurs pourront extraire le plus de valeur possible des ensembles de données.

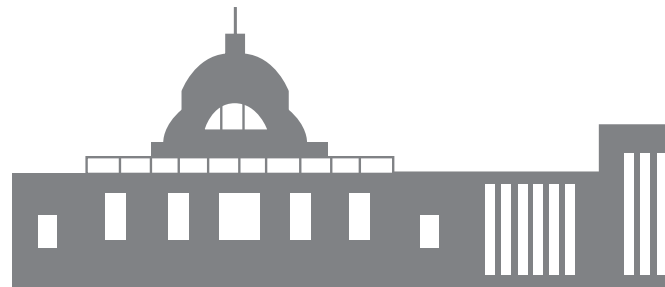
Naturellement, un certain équilibre est nécessaire. Dans le cadre de cette démarche progressive, le secteur public doit être conscient que, à bien des égards, ce marché n'en est qu'à ses débuts et que toute initiative à grande échelle aura des effets à long terme sur l'évolution du marché. Par exemple, même s'il fournit des ensembles de données très précises dans des formats facilement accessibles tels que des tableaux de bord et qu'il crée de la valeur dès aujourd'hui, il risque de se substituer aux fournisseurs

du secteur privé qui auraient pu concevoir eux-mêmes de tels services et innover dans ce domaine. De plus, il n'est pas dans l'intérêt public de fournir des ensembles de données de niveau « cinq étoiles » si la demande pour ces données ou leur valeur prévue est faible.

Lorsqu'on étudie les mesures additionnelles qui peuvent être prises, on doit tenir compte de la valeur prévue de chaque ensemble de données et des consommateurs probables de ces données.

Questions pour les organismes du secteur public

- Quelles mesures de soutien les détenteurs de données du secteur public peuvent-ils prendre pour aider les utilisateurs finaux à extraire de la valeur des ensembles de données?
- Est-il justifié sur le plan économique de fournir le soutien du secteur public pour les ensembles de données ouvertes de ce secteur? Dans certains cas, les activités visant à maximiser leur valeur aujourd'hui ont peut-être peu de valeur monétaire à long terme.



Modèles de financement

Un des aspects stratégiques les plus controversés des données publiques concerne le modèle d'affaires qu'il faut utiliser pour financer la collecte et la diffusion d'un ensemble de données. L'argumentaire évaluant si un ensemble de données doit être fourni aux utilisateurs finaux gratuitement (sous forme de données ouvertes) ou moyennant des frais a déjà fait l'objet d'un examen approfondi⁸. De façon générale, la décision de fournir aux utilisateurs finaux un ensemble de données gratuit ou payant dépend de la réponse aux questions suivantes :

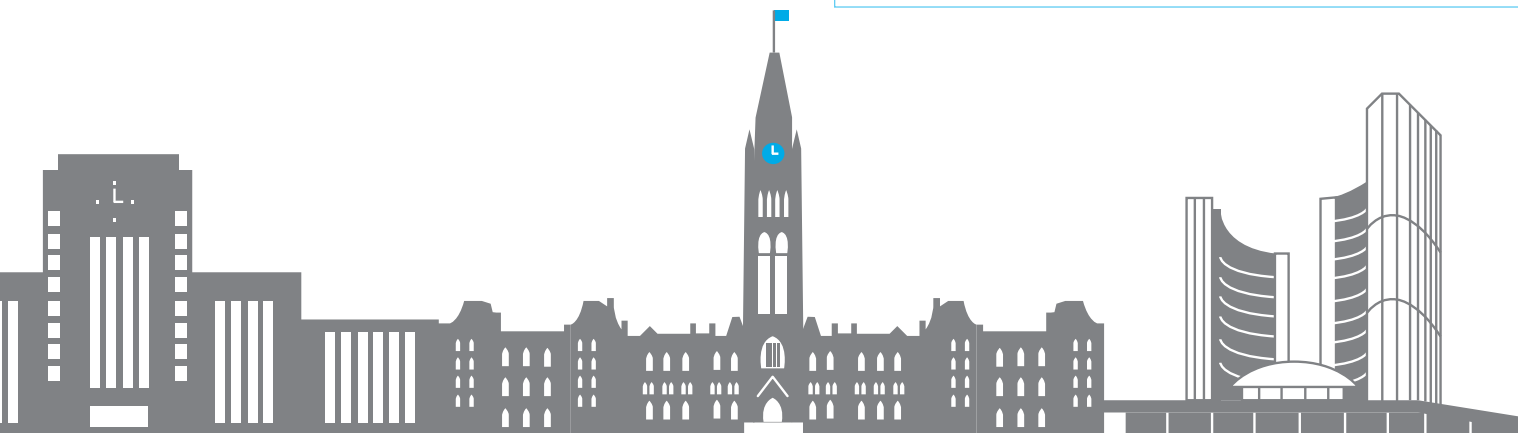
- Quels sont les coûts liés à la génération, à la collecte, à l'amélioration et à la diffusion des données, et quelle est la valeur économique et sociale prévue si on les rend disponibles à grande échelle, que ce soit sous forme de données ouvertes ou de données payantes?
- La perte de tout revenu tiré de la publication de données payantes et les coûts associés à la prestation gratuite d'ensembles de données additionnels seront-ils recouverts d'une autre façon, par exemple par une augmentation des recettes fiscales ou une réduction des coûts?
- L'ensemble de données est-il d'importance nationale et sert-il l'intérêt public? Le financement de cet ensemble de données est-il protégé ou pourrait-il être réduit?
- Des activités de soutien additionnelles sont-elles nécessaires?
- La tarification de l'ensemble de données constitue-t-elle un obstacle à l'entrée pour les petites entreprises?
- Quelle est la capacité de payer des utilisateurs? Prévoit-on offrir des rabais à certains types d'utilisateurs?

Ces questions sont plutôt générales et les réponses varieront probablement selon le type d'ensemble de données. Ce qui compte par-dessus tout, c'est que les choix puissent être faits de façon transparente et que ces questions

soient réexaminées régulièrement afin de vérifier si les circonstances ont changé. Dans certains cas, il pourrait y avoir une certaine contrepartie, c'est-à-dire que l'on pourrait demander aux utilisateurs des données de décrire comment ils extraient de la valeur de certains ensembles de données ou quelles sont leurs intentions à cet égard, tout en garantissant la protection de leur propriété intellectuelle.

Questions pour les organismes du secteur public

- Quel est le coût économique associé à la génération et à la diffusion des données? Ce coût est-il compensé par les avantages économiques et sociaux plus vastes découlant de leur utilisation?
- Quels sont les modèles de financement possibles pour les données ouvertes? Le choix à cet égard n'est pas toujours binaire : un organisme peut opter pour une offre gratuite en libre accès et une offre payante haut de gamme (freemium) ou transformer progressivement ses données payantes en données ouvertes. Par exemple, même si, au début, les données peuvent être tarifées en raison des coûts élevés associés à leur amélioration, les processus d'amélioration pourraient progressivement devenir automatisés ou les utilisateurs pourraient un jour être en mesure de les améliorer eux-mêmes, ce qui justifierait alors la transformation des données sous-jacentes en données ouvertes.
- Si l'on n'a pas d'estimation monétaire claire des avantages des données ouvertes, peut-on légitimer par des arguments clairs leur diffusion gratuite? Pourrait-on un jour exiger des frais pour l'utilisation de ces données si cela était justifié?



Accès aux données

Rappelons que des limites s'appliqueront relativement à la disponibilité des ensembles de données sous forme de données ouvertes sans égard au coût. Certains ensembles de données contiennent les dossiers confidentiels de personnes que seuls des utilisateurs autorisés peuvent consulter. Cependant, ce sont souvent des données de ce type, notamment celles des secteurs de la santé et de l'éducation, qui présentent la plus grande valeur sociétale, et les organismes du secteur public doivent trouver des moyens de les rendre plus accessibles de façon sécuritaire. Voici certaines des options qui peuvent permettre d'accroître cet accès :

- Créer des environnements sécuritaires (physiques ou virtuels) permettant aux utilisateurs autorisés d'accéder à des ensembles de données, mais pas d'en extraire les données sous-jacentes.
- Valider les utilisateurs potentiels et leur demander de signer des déclarations pour accéder aux ensembles de données.
- Publier des ensembles de données modifiés ou anonymisés et agrégés qui ne contiennent pas de renseignements personnels ou de données transactionnelles.

Si l'on détermine qu'il est nécessaire de créer des environnements sécuritaires et de valider les utilisateurs, il est peu probable que l'on opte pour des données ouvertes.

S'il est possible de publier les données sous forme anonymisée ou décomposée, un des principaux défis des détenteurs de données du secteur public sera de déterminer si les données anonymisées ou agrégées peuvent offrir la même valeur que les données non agrégées. Même si ce n'est pas le cas, la publication à plus grande échelle de ces données pourrait quand même présenter des avantages.

Questions pour les organismes du secteur public

- Convient-il de publier l'ensemble de données sous forme de données ouvertes – cela pose-t-il des problèmes au chapitre de la confidentialité et de la sécurité?
- Le cas échéant, peut-on également fournir un accès aux chercheurs et aux entreprises commerciales afin d'obtenir des avantages?



Démarrage

Directives pour l'élaboration d'une stratégie de données ouvertes pour votre organisme

Compte tenu de l'éventail de questions à prendre en compte, l'élaboration d'une stratégie de données ouvertes peut sembler très difficile pour les organismes gouvernementaux, quelle que soit leur taille ou leur mission. Une approche structurée peut rendre le processus plus gérable et mettre en lumière les ressources nécessaires pour l'élaboration d'une stratégie.

Étape 1 : cerner les ensembles de données

N'essayez pas de rendre disponibles tous les ensembles de données de l'organisme d'entrée de jeu. Concentrez-vous sur ceux qui sont importants pour les citoyens et les parties prenantes et qui peuvent être partagés facilement et à faible coût. Créez une communauté d'utilisateurs et tirez-en parti pour déterminer quelles autres données seraient utiles, et pourquoi. Travaillez de concert avec des organismes et des ministères partenaires afin d'élaborer un cadre commun pour identifier ces « cibles faciles ».

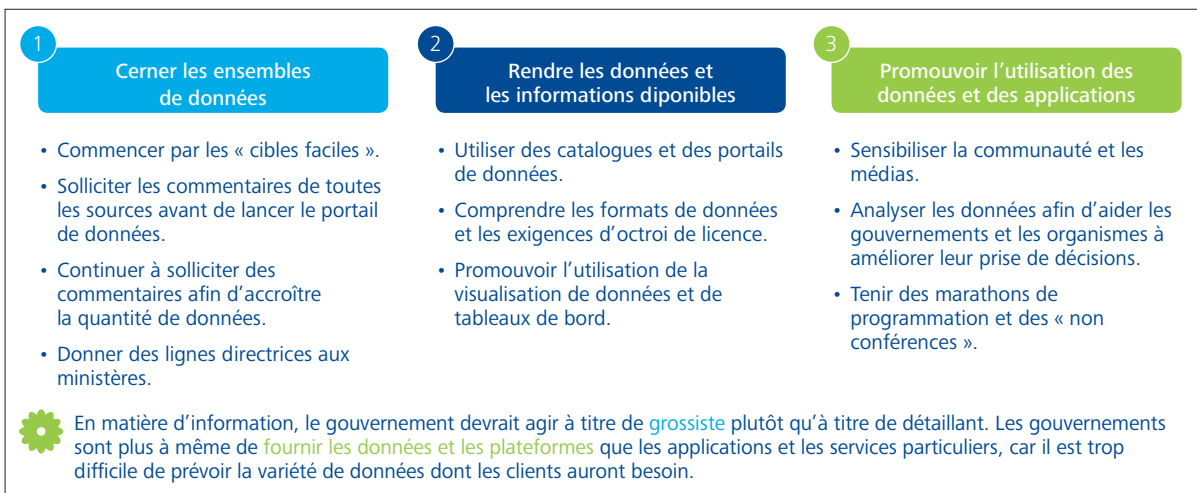
Étape 2 : rendre les données et les informations disponibles

Les données n'auront aucune valeur pour le public tant qu'elles ne seront pas accessibles aux utilisateurs. Optez pour des catalogues et un portail de données afin de permettre aux utilisateurs de trouver, de télécharger, de manipuler et de consulter facilement les données. Rappelez-vous que les organismes gouvernementaux doivent mettre l'accent sur les données et les plateformes, et non sur les applications particulières. Mettez sur le milieu des développeurs pour déterminer et satisfaire les besoins des citoyens ou des consommateurs.

Étape 3 : promouvoir l'utilisation des données et des applications

Créez de la valeur en réunissant la communauté des utilisateurs de données et des développeurs d'applications. Des « marathons de programmation » et d'autres événements peuvent susciter de l'intérêt et sensibiliser, stimuler l'écosystème des intervenants et procurer des résultats significatifs pour les citoyens.

Tableau 1 : Créer une stratégie de données ouvertes pour les organismes gouvernementaux



Source: Deloitte, 2014

Comment Deloitte peut vous aider

Le présent document offre un aperçu de l'importance des données ouvertes, présente des exemples d'initiatives menées un peu partout au pays et à l'échelle mondiale dans ce domaine et analyse certains aspects qu'il faut examiner avant de commencer à élaborer une stratégie de données ouvertes.

Comme nous l'avons déjà mentionné, la question des données ouvertes suscite de plus en plus d'intérêt partout dans le monde et n'en est qu'à ses premiers pas. Si ce n'est pas déjà fait, tous les paliers de gouvernement doivent rapidement examiner cette question et formuler leur propre démarche afin d'éviter de prendre du retard et de se voir imposer une approche en raison de pressions du public.

Deloitte peut mettre à contribution sa vaste expérience en la matière au Canada et à l'étranger afin de vous aider à élaborer votre stratégie de données ouvertes, à résoudre les problèmes qui s'y rattachent et à établir une méthodologie de mise en œuvre garantissant la réussite des trois phases d'une initiative complète de publication de données ouvertes : la prépublication, la publication et la postpublication.

Pour obtenir de plus amples renseignements à ce sujet et discuter de l'aide que nous pouvons apporter à votre organisme, veuillez communiquer avec un membre de l'équipe de transformation du secteur public de notre pratique de la Consultation.



Andy Potter
andpotter@deloitte.ca
416-643-8938



David Stewart
davstewart@deloitte.ca
416-775-7484



Alex Case
acase@deloitte.ca
416-601-6408



Charles Perron
cperron@deloitte.ca
613-751-5243

Pour obtenir de plus amples renseignements, visitez le site Web des Services d'analytique de Deloitte OU écrivez-nous à l'adresse deloitteanalytics@deloitte.ca pour voir une démonstration des solutions de données ouvertes au Centre Greenhouse de Deloitte.

www.deloitte.ca

Deloitte, l'un des cabinets de services professionnels les plus importants au Canada, offre des services dans les domaines de la certification, de la fiscalité, de la consultation et des conseils financiers. Deloitte LLP, société à responsabilité limitée constituée en vertu des lois de l'Ontario, est le cabinet membre canadien de Deloitte Touche Tohmatsu Limited. Au Québec, Deloitte exerce ses activités sous l'appellation Deloitte s.e.n.c.r.l., une société à responsabilité limitée constituée en vertu des lois du Québec.

Deloitte désigne une ou plusieurs entités parmi Deloitte Touche Tohmatsu Limited, société fermée à responsabilité limitée par garanties du Royaume-Uni, ainsi que son réseau de cabinets membres dont chacun constitue une entité juridique distincte et indépendante. Pour obtenir une description détaillée de la structure juridique de Deloitte Touche Tohmatsu Limited et de ses sociétés membres, voir www.deloitte.com/apropos.

© Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. et ses sociétés affiliées.

Conçu et produit par le Service de conception graphique de Deloitte, Canada. 14-2281